

# **EXPOSÉ**

## **RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE DU CONGO : SITUATION DES ENFANTS**

Toutes les informations présentées dans le présent document sont référencées  
et demeurent à la disposition du public.

DIRECTION DES RECHERCHES  
COMMISSION DE L'IMMIGRATION ET DU STATUT DE RÉFUGIÉ  
OTTAWA, CANADA

Mars 2004

Le présent document a été préparé par la Direction des recherches de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR) à l'aide de renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les informations présentées sont référencées. Ce document ne prétend pas être un traitement exhaustif du pays étudié, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande particulière de statut de réfugié. Pour toute information sur les événements récents, veuillez communiquer avec la Direction des recherches.

Recherche achevée le 30 octobre 2003  
Recherche supplémentaire achevée le 6 novembre 2003

## Table des matières

CARTE.....	iii
1. INTRODUCTION .....	1
1.1 Cadre juridique .....	1
2. PROBLÉMATIQUE DES ENFANTS .....	2
2.1. Les enfants-soldats .....	3
2.2. Les enfants de la rue .....	4
3. TRAITEMENT DES ENFANTS .....	7
4. PROTECTION ET SERVICES DE L'ÉTAT .....	9
5. SERVICES OFFERTS PAR DIVERSES ORGANISATIONS .....	9
6. PERSPECTIVES D'AVENIR.....	11
À PROPOS DE CERTAINES SOURCES .....	13
RÉFÉRENCES.....	15

# CARTE



Source : Nations Unies. 29 septembre 2003. Section de la cartographie. « Democratic Republic of the Congo ». <<http://www.un.org/Depts/Cartographic/map/profile/drcongo.pdf>> [Date de consultation : 22 oct. 2003]

## 1. INTRODUCTION

Le présent exposé porte sur la situation des enfants en République démocratique du Congo (RDC). Il actualise et complète les renseignements fournis dans les réponses aux demandes d'information RDC40561.F du 28 février 2003, RDC41062.F du 14 février 2003, RDC38995.F du 26 juin 2002 et RDC38958.F du 26 avril 2002. Pour mieux comprendre le contexte de guerre dans lequel ce pays est plongé depuis les cinq dernières années, le lecteur est invité à consulter l'exposé *République démocratique du Congo : la rébellion d'août 1998 et les groupes touchés*, publié en décembre 1998 par la Direction des recherches de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Cet exposé comme les réponses mentionnées ci-dessus sont consultables dans les centres de documentation régionaux de la CISR ainsi que sur son site Internet à l'adresse suivante <<http://www.cisr.gc.ca>>.

Pour mieux comprendre la problématique des enfants-soldats en RDC, le lecteur est également invité à consulter le rapport *République démocratique du Congo : enfants en guerre*, publié le 9 septembre 2003 par Amnesty International (AI). Il est consultable sur Internet à l'adresse suivante : <<http://web.amnesty.org/library/index/fraAFR620342003?Open&of=fra-COD>>.

### 1.1 Cadre juridique

La RDC a ratifié la Convention internationale relative aux droits de l'enfant (CDE) en septembre 1990 (Watchlist juin 2003, 3; CICR-Belgique 2001; BIDE 20 mars 2003, 2). En novembre 2001, elle a également ratifié le Protocole facultatif à la Convention concernant l'implication d'enfants dans les conflits armés (*ibid.*, 3; Nations Unies 26 nov. 2002, paragr. 36; Watchlist juin 2003, 3; CICR-Belgique 2001). Le Protocole facultatif fixe à 18 ans l'âge minimum du recrutement militaire et de la participation aux combats (*ibid.*; Nations Unies 26 nov. 2002, paragr. 3). Elle stipule que les groupes rebelles et insurgés ne devraient « en aucune circonstance » recruter les enfants de moins de 18 ans (*ibid.*).

La RDC est également signataire depuis 1999 de la Convention n° 182 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur les pires formes de travail des enfants (*ibid.*, paragr. 39; OIT 17 oct. 2003; *ibid.* 21 juin 2001; BIDE mars 2003, 3). Ladite Convention interdit, entre autres, « la traite des enfants, le servage, le travail forcé et le recrutement forcé des enfants dans les hostilités » (CICR-Belgique 2001).

Laurent-Désiré Kabila, le défunt président de la RDC, a émis le 9 juin 2000 un décret-loi interdisant le recrutement des enfants de moins de 18 ans dans les forces armées (*Info-Congo/Kinshasa* mai-juin 2000; HRW 5 juin 2001; Save the Children 2003, 9; Nations Unies 16 juin 2000). Ledit décret-loi prévoyait aussi la mise en place d'une commission nationale de démobilisation et de réinsertion des personnes vulnérables, notamment les enfants-soldats (*ibid.*; *Info-Congo/Kinshasa* mai-juin 2000). L'article 184 de la Constitution congolaise de la transition d'avril 2003 interdit également le recrutement et la participation aux hostilités des enfants de moins de 18 ans (Watchlist juin 2003, 26; RDC 4 avr. 2003). L'article 44 de ladite constitution porte sur l'obligation de l'État à protéger l'enfant contre, entre autres, la prostitution et le harcèlement sexuel, et l'article 45, sur l'obligation de l'État à le protéger « contre toute atteinte à sa santé, à son éducation et à son développement mental » (*ibid.*).

## 2. PROBLÉMATIQUE DES ENFANTS

Les enfants de moins de 18 ans constituent approximativement 55 p. 100 de toute la population de la RDC (Watchlist juin 2003, 1; BIDE 20 mars 2003, 2). Cependant, seulement environ 50 p. 100 des enfants de 6 à 11 ans vont à l'école primaire (Save the Children août 2003, 3; Banque mondiale mars 2002, 7). Le taux de mortalité infantile est estimé à 128 p. 1 000 en RDC (*ibid.*; Watchlist juin 2003, 1). Le nombre d'enfants orphelins du sida (c.-à-d. dont un ou les deux parents sont décédés du sida) était évalué à plus de 800 000 en 2001 (PANA 1<sup>er</sup> mars 2001; Nations Unies 28 mai 2001) et à plus de 900 000 en 2003 (Watchlist juin 2003, 20; Save the Children août 2003, 3).

En outre, en RDC, les enfants sont recrutés et utilisés à grande échelle comme soldats (BIDE 20 mars 2003, 6; AI 9 sept. 2003; Watchlist juin 2003, 2-3). Des dizaines de milliers d'autres vivaient dans les rues des grandes villes du pays (*ibid.*, 11-12; BBC 17 janv. 2003; Agence de presse protestante 27 mai 2003; Médecins du monde 20 nov. 2002; AlertNet 29 août 2002). L'organisme Watchlist on Children and Armed Conflict signale qu'il existe de nombreuses catégories d'enfants éprouvant des difficultés en RDC, soit : « enfants vagabonds (le jour), enfants des rues (jour et nuit), enfants en prison, enfants travailleurs, enfants prostitués, enfants accusés de sorcellerie, enfants-soldats démobilisés ou en fuite, enfants déplacés non accompagnés [...] enfants abandonnés [...] [et] enfants orphelins du sida » (juin 2003, 11).

## 2. 1. Les enfants-soldats

Les parties congolaises qui étaient impliquées dans le conflit qui s'est déroulé en RDC au cours de ces cinq dernières années comprennent, entre autres, le gouvernement congolais, le Rassemblement congolais pour la démocratie-Goma (RCD-Goma), le Rassemblement congolais pour la démocratie-Mouvement de libération (RCD-ML), le Mouvement de libération du Congo (MLC), les miliciens Maï-Maï [milices tribales de l'est du pays] et de l'Union des patriotes congolais (UPC) [faction armée située dans l'Ituri] (AI 9 sept. 2003; Nations Unies 26 nov. 2002, annexe; Watchlist juin 2003, 2-3). Ces parties auraient toutes recruté et utilisé des enfants comme soldats (*ibid.*; AI 9 sept. 2003; HRW juill. 2003). Au sein de l'UPC, plus particulièrement, la proportion des combattants qui sont des enfants atteint entre 50 et 75 p. 100 (Watchlist juin 2003, 15; AFP 11 févr. 2003). Selon le Bureau international des droits des enfants (BIDE), un combattant sur quatorze au sein des Forces armées congolaises (FAC), forces gouvernementales, serait un enfant âgé de moins de 13 ans (BIDE 20 mars 2003, 6), tandis qu'Amnesty International estime qu'environ 10 p. 100 des soldats au sein des FAC sont des enfants (AI 9 sept. 2003, sect. 3.5). Dans l'ensemble, environ 35 p. 100 des combattants de tous les groupes confondus seraient des enfants (*ibid.*, sect. 4.1; Nations Unies 6 juin 2003; *ibid.* 21 févr. 2003, paragr. 36).

Le recrutement forcé n'a pas épargné les filles (Watchlist juin 2003, 26; AI 9 sept. 2003; HRW juill. 2003). En plus de participer aux hostilités, garçons et filles servent souvent de porteurs de munitions et de nourritures pour les combattants adultes (Save the Children 2003, 12; AI 9 sept. 2003, sect. 2.1) ou sont utilisés pour l'extraction des ressources naturelles (Watchlist juin 2003, 23). Cependant, dans la plupart des cas, les filles sont utilisées pour des travaux ménagers et à des fins sexuelles (*ibid.*, 26; AI 9 sept. 2003, sect. 2.1; Save the Children 2003, 12; HRW juill. 2003).

Selon Amnesty International, les efforts déployés par le gouvernement et les différents groupes armés en vue de la démobilisation des enfants-soldats n'ont été que des « exercices de relations publiques » et se sont soldés par un « échec patent » (AI 9 sept. 2003, sect. 3.5.3 et 5). D'après le BIDE, le décret-loi de juin 2000, portant sur la démobilisation des enfants, n'a visiblement pas été mis en œuvre (20 mars 2003, 6). De même, HRW souligne « [qu']aucune démobilisation importante d'enfants n'a eu lieu, en dépit du décret du 9 juin 2000 » (5 juin 2001).

Quant au bilan des enfants démobilisés, Save the Children a contribué, à titre indicatif, à la démobilisation de plus 1 200 enfants-soldats dans les deux provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu depuis 1999 (Save the Children 2003, 7). La même organisation déplore cependant le fait que très peu de filles ont été démobilisées : à sa connaissance, seulement neuf filles ont fait l'objet d'une démobilisation alors que leur présence dans divers groupes armés est estimée en milliers (*ibid.*, 12).

Tout récemment, des sources signalaient que les enfants continuent d'être recrutés comme soldats et utilisés dans des hostilités malgré le fait que la RDC est signataire de certains instruments internationaux de protection de l'enfant (Watchlist juin 2003, 25-26; AI 9 sept. 2003, sect. 5;). En outre, Amnesty International signale que les enfants-soldats démobilisés courent toujours le risque d'être recrutés de nouveau, particulièrement dans l'est du pays (*ibid.*, sect. 2.5). Selon cet organisme, « [a]ucun des groupes armés opérant dans l'Est du pays n'est vraiment engagé dans des actions de démobilisation » et « [l]es responsables des forces ou des groupes armés gardent un oeil sur les enfants pour les recruter de nouveau et renforcer leurs rangs en cas de reprise des hostilités » (*ibid.*). Selon Save the Children, 147 enfants démobilisés entre août 1999 et décembre 2002 et déjà réintégrés dans leur milieu familial ont été de nouveau recrutés (2003, 7). L'organisme de défense des droits des enfants souligne cependant que 62 p. 100 d'entre eux avaient déjà atteint l'âge de 18 ans (Save the Children 2003, 7).

## **2.2. Les enfants de la rue**

Diverses sources estiment qu'entre 8 000 et 20 000 enfants vivent dans les rues de la seule ville de Kinshasa (BBC 17 janv. 2003; Agence de presse protestante 27 mai 2003; Médecins du monde 20 nov. 2002; AlertNet 29 août 2002). L'organisme Watchlist on Children and Armed Conflict, quant à lui, cite une source non identifiée qui estime leur nombre à 40 000 (juin 2003, 12). L'âge moyen de ces enfants est d'environ 12 ans (Médecins du monde 20 nov. 2002). Le phénomène des enfants de la rue ne se limite pas à la seule ville de Kinshasa : ils sont légion dans toutes les régions du pays (Watchlist juin 2003, 11-12; Muhimuzi 15 oct. 2003; Braeckman 29 sept. 2003). Citant des statistiques du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), Élise Kindja Muhimuzi, secrétaire permanente du Comité national Femme et développement (CONAFED), estime que 9 648 enfants vivent dans les rues de la seule province du Kasai oriental (15 oct. 2003). Dans la ville de Bukavu [capitale du Sud-Kivu], plus

de 10 000 enfants vivaient dans la rue en 2001, selon Watchlist on Children and Armed Conflict (Watchlist juin 2003, 11). Pascal Kabungulu Kibembi, secrétaire exécutif de l'organisation Héritiers de la justice, estime quant à lui qu'il y aurait actuellement plus de 3 000 enfants dans les rues de Bukavu et d'Uvira, également dans le Sud-Kivu (24 oct. 2003). Dans l'ensemble du pays, le nombre des enfants non accompagnés est estimé à 70 000 (ACCORD/HCR 28 nov. 2002, 86; AlertNet 29 août 2002).

Plusieurs organisations qui se sont penchées sur l'augmentation du nombre d'enfants de la rue en RDC attribuent ce phénomène, entre autres, à la guerre, à la détérioration des conditions socio-économiques ainsi qu'à l'éclatement des liens de solidarité et de cohésion familiaux et communautaires (Watchlist juin 2003, 11; Médecins du monde 20 nov. 2002; Save the Children août 2003, 3).

Un nombre croissant des enfants de la rue à Kinshasa sont ce que l'on considère comme des « enfants sorciers » (AlertNet 29 août 2002; *The Guardian* 11 mai 2003; Internews 29 avr. 2003). Quoique récent, ce phénomène est en progression dans toutes les provinces du pays (ASADHO mars 2003, 17; Watchlist juin 2003, 12). Selon Watchlist on Children and Armed Conflict, des filles et des garçons accusés de sorcellerie sont, à Kinshasa et dans d'autres zones urbaines, chassés de chez eux par leurs parents ou par les autres membres de leur famille (*ibid.*).

Selon les résultats d'une enquête menée à Kinshasa par le Bureau international catholique de l'enfance (BICE), 31 p. 100 de ces enfants sorciers dans la capitale proviennent de l'Équateur, 21 p. 100 du Bas-Congo ou du Kasai oriental et 15 p. 100 du Bandundu (22 nov. 2002, 4). L'auteur de l'étude explique que « [l]e pourcentage élevé d'enfants [à Kinshasa] originaires de ces provinces s'explique par le fait que les moyens de communication pour rejoindre la ville de Kinshasa sont faciles et que la ville est peuplée essentiellement par des personnes originaires des provinces précitées » (BICE 22 nov. 2002, 4).

Les observateurs attribuent surtout la prolifération dans les rues des « enfants sorciers » à l'incapacité des parents à prendre en charge leurs enfants (BBC 17 janv. 2003; Médecins du monde 20 nov. 2002; AlertNet 29 août 2002; *The Guardian* 11 mai 2003; Tumwaka 14 nov. 2002, 1). Un événement malheureux tel que la perte d'un emploi ou un décès dans la famille n'est qu'un élément déclencheur pour se débarrasser de ces enfants (*ibid.*, 5; BBC 17 janv. 2003; Médecins du monde 20 nov. 2002). L'enfant, en position de faiblesse, est pointé ainsi du doigt;

on l'accuse d'être l'auteur du problème et il est relégué dans la rue (*ibid.*; BBC 17 janv. 2003; Internews 29 avr. 2003). Selon une source, il suffit parfois qu'un enfant adopte une attitude ou un comportement indésirable pour qu'il soit accusé de sorcellerie (ANB-BIA 1<sup>er</sup> nov. 2001).

La prolifération de sectes religieuses en RDC ne serait également pas étrangère à l'augmentation des « enfants sorciers » (Tumwaka 14 nov. 2002, 2-3; ANB-BIA 1<sup>er</sup> nov. 2001). En effet, les parents en situation de détresse ont recours à ces sectes qui s'emploient à trouver des solutions immédiates à leurs problèmes, moyennant le paiement d'une certaine somme; les enfants, personnes faibles, paraissent les mieux désignés pour servir de boucs émissaires à tous les maux dont souffrent les plaignants (Agence de presse protestante 27 mai 2003).

Le phénomène des enfants prostitués, également en expansion dans les rues des grandes villes congolaises, serait en partie dû au fait que de nombreux parents n'ont pas les moyens d'envoyer leurs enfants à l'école; désœuvrés, ces derniers se retrouvent ainsi dans la rue sans aucun encadrement (ASADHO mars 2003, 17; Muhimuzi 15 oct. 2003). Des parents forcent même parfois leurs enfants à quitter l'école pour se prostituer, travailler ou mendier dans la rue en vue de survenir aux besoins de la famille (*Country Reports 2002* 31 mars 2003, sect. 5; Ibefo 2 oct. 2003; ASADHO mars 2003, 17).

Des maladies comme le sida sont également prépondérantes dans la genèse de la problématique des enfants de la rue (PANA 1<sup>er</sup> mars 2001; Watchlist juin 2003, 11). Un nombre important d'enfants orphelins du sida, dont le nombre est actuellement estimé à quelque 930 000 par Save the Children, se retrouvent ainsi dans les rues des grandes villes, ce qui accroît encore davantage le risque de propagation du virus (Save the Children août 2003, 3).

Des sources font aussi remarquer que s'ils ne sont pas réintégrés dans leurs familles respectives après leur démobilisation, les anciens enfants-soldats finissent souvent par venir grossir le nombre d'enfants de la rue dans les grandes villes (AI 9 sept. 2003, sect. 2.5; Watchlist juin 2003, 11). Amnesty International évoque le cas d'un grand nombre d'enfants démobilisés qui sont dans l'incapacité de rentrer dans leurs villages d'origine et se retrouvent dans les rues de Kinshasa sans aucun soutien (AI 9 sept. 2003, sect. 3.5.3). Selon la même organisation de défense des droits de la personne, « [l']avenir de nombreux *kadogos* [enfants-soldats] démobilisés à Kinshasa est peu enviable » (*ibid.*). Les déplacements massifs des populations civiles à cause de la guerre contribueraient au phénomène des enfants de la rue (Watchlist juin 2003, 11). Selon les données disponibles, la guerre a entraîné le déplacement d'environ 400 000

enfants (AI sept. 2003) qui, au cours de ces déplacements, ont parfois été séparés de leurs parents et sont devenus des « proies faciles pour les recruteurs » (*ibid.* 9 sept. 2003, sect. 2.1).

### 3. TRAITEMENT DES ENFANTS

Malgré l'engagement ferme pris par toutes les parties de cesser de recruter des enfants, les enfants-soldats sont légion partout en RDC, où ils continuent d'être utilisés par les combattants dans les hostilités, à des fins de travail ou à titre d'esclaves sexuels (Save the Children août 2003, 3; Nations Unies 21 févr. 2003, paragr. 36; Watchlist juin 2003, 26; HRW juill. 2003; AI 9 sept. 2003, sect. 1 et 2.1). Certains de ces enfants sont soit tués lors des combats (*ibid.*, sect. 1; Nations Unies 6 juin 2003), soit forcés de participer à « [d']horribles violences » (*ibid.*). D'autres encore endurent de graves souffrances psychologiques et restent « profondément traumatisés par leur expérience et continuent d'être hantés par le souvenir des exactions dont ils ont été témoins ou qu'ils ont été contraints d'accomplir » (AI 9 sept. 2003, sect. 2.2.; voir aussi Nations Unies 6 juin 2003).

Le viol des enfants a aussi été pratiqué par la majorité des belligérants (AI 9 sept. 2003, sect. 2.3; HRW juin 2002). Cependant, certains observateurs s'accordent pour dire que c'est dans les régions de l'est du pays que les forces en présence pratiquent à grande échelle où le viol des femmes et des enfants (*ibid.*; Nations Unies 1<sup>er</sup> oct. 2003; *Le Soir* 10 sept. 2003). Selon Human Rights Watch (HRW), dans la région du Kivu, « [l]a violence sexuelle a été utilisée comme une arme de guerre par la plupart des forces impliquées dans ce conflit », et les membres de ces forces « ont, de façon fréquente et parfois systématique, violé des femmes et des filles » (juin 2002). Après une tournée dans cette région du pays, Tony Hall, l'ambassadeur américain auprès du Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies, du Fonds des Nations Unies pour le développement agricole (FAO) et du Fonds international pour le développement agricole (FIDA), estimait que « plus de 5 000 femmes, jeunes filles et enfants » avaient été violés au cours des trois derniers mois dans la seule province du Sud-Kivu (Nations Unies 1<sup>er</sup> oct. 2003).

Les enfants de la rue font également souvent l'objet de violence et de mauvais traitements (Watchlist juin 2003, 12; Ibefo 2 oct. 2003; *Country Reports 2002* 31 mars 2003, sect. 5). Ils seraient « régulièrement la cible de patrouilles et d'arrestations par les autorités, la police ou les forces militaires » (Watchlist juin 2003, 12; voir aussi Ibefo 2 oct. 2003; *Country Reports 2002*

31 mars 2003, sect. 5). Des affrontements violents entre des enfants de la rue de Kinshasa et des policiers s'étaient soldés, en 2002, par la mort d'un enfant (Nations Unies 22 août 2003), et en août 2001, par la mort d'un autre enfant, tué par balle, et l'arrestation d'une dizaine d'autres enfants (*ibid.*; VSV 15 août 2001; BBC 16 août 2001). L'affrontement d'août 2002 faisait suite à une rafle d'enfants que le gouvernement avait nommée « opération Kanga Vagabonds » (Nations Unies 22 août 2002). Selon les *Country Reports 2002*, à Kinshasa, [traduction] « les autorités gouvernementales ont effectué des rafles d'enfants vivant dans la rue et les ont transférés dans des installations à l'extérieur de la ville » à plusieurs reprises au cours de cette même année; dans certains cas, ces installations n'étaient pas adéquates (31 mars 2003, sect. 5).

Dans son étude intitulée *La violence faite à l'enfant dit sorcier à Kinshasa*, Perpétue Madungu Tumwaka dresse un tableau succinct des différentes formes de violences exercées contre ces enfants (14 nov. 2002, 6). Selon les résultats de ladite étude, les types de violence que subissent le plus fréquemment ces enfants sont, par ordre d'importance, les propos injurieux, les coups et blessures, la profession de malédictions, la privation de repas, les moqueries, l'abandon et la solitude, la négligence par l'enseignant, les brûlures corporelles, les menaces de mort et la privation de liberté, dont l'enfermement dans une pièce (Tumwaka 14 nov. 2002, 6). L'étude identifie également le milieu familial, le voisinage et le milieu scolaire comme étant les lieux où les enfants sorciers sont victimes de violence (*ibid.*).

Accusés de sorcellerie, certains enfants de la rue subissent également des sévices corporels et de la torture au cours de soi-disant séances d'exorcisme (Internews 29 avr. 2003; BICE 13 mars 2003) menées dans certaines églises (BBC 17 janv. 2003). Quelques-uns en meurent parfois (Internews 29 avr. 2003; BICE 13 mars 2003). Selon le BICE, en 2002, deux enfants sorciers seraient morts à Kinshasa « des supplices qu'ils ont subis sous prétexte d'exorcisme » (13 mars 2003).

Certains rapports signalent en outre que le travail des enfants en bas âge est monnaie courante en RDC (*Country Reports 2002* 31 mars 2003, sect. 5; BICE 20 mars 2003, 5). Les enfants mineurs sont utilisés surtout dans le secteur primaire informel, notamment dans l'agriculture et la pêche (*ibid.*; *Country Reports 2002* 31 mars 2003, sect. 5).

#### 4. PROTECTION ET SERVICES DE L'ÉTAT

Les principes énoncés dans la Convention internationale relative aux droits de l'enfant n'ont pas encore été intégrés à la législation nationale congolaise (Tumwaka 14 nov. 2002, 3; Nations Unies 9 juill. 2001, paragr. 8). Ce retard expliquerait le fait que la population en général connaît très peu la convention (*ibid.*, paragr. 18; Tumwaka 14 nov. 2002, 3) et serait à l'origine du « libre cours au non respect des droits de l'enfant » dans ce pays (*ibid.*). Selon le BICE, la « notion de maltraitance d'enfants est ignorée par la législation congolaise » (BICE 22 nov. 2002, 9). La loi congolaise permet, entre autres, que des punitions corporelles soient infligées aux enfants (Nations Unies 9 juill. 2001, paragr. 38).

Aux yeux des lois congolaises, les enfants de la rue sont des contrevenants (Watchlist juin 2003, 12; BICE 22 nov. 2002, 6). Ils sont souvent arrêtés par la police pour « vagabondage » (*ibid.* 2003, 17). Bien que les rituels d'exorcisme auxquels ces enfants sont souvent soumis soient « traumatisants [et] altèrent leur santé » (*ibid.*), la justice congolaise n'intervient que rarement (Internews 29 avr. 2003; Ibefo 2 oct. 2003; Funsu 3 oct. 2003). Selon le BICE, « les OPJ [officiers de la police judiciaire] ne sachant comment opérer pour ces enfants, dressent des PV [procès-verbaux] d'infractions ou gardent les enfants au-delà du délai légal » dans les commissariats de police (22 nov. 2002, 6).

En outre, à la suite de « [l']effondrement des services sociaux de base » en RDC (Watchlist juin 2003, 26), les services que l'État congolais offre aux enfants sont quasi-inexistants (*Country Reports 2002* 31 mars 2003, sect. 5; Funsu 3 oct. 2003; Ibefo 2 oct. 2003). Le budget alloué à la santé, à l'éducation et aux autres secteurs touchant le bien-être de l'enfant est très négligeable, selon plusieurs sources (*ibid.*; Nations Unies 9 juill. 2001, paragr. 12; ASADHO mars 2003, 17). D'après l'Association africaine de défense des droits de l'homme (ASADHO), le gouvernement congolais ne consacre pas plus que 0,01 p. 100 de son budget au secteur de l'éducation (*ibid.*).

#### 5. SERVICES OFFERTS PAR DIVERSES ORGANISATIONS

Plusieurs organisations internationales interviennent pour la protection des enfants en RDC; il s'agit, entre autres, de l'UNICEF, du Comité international de la Croix-Rouge (CICR), de

la Mission des Nations Unies pour le Congo (MONUC) (Watchlist juin 2003, 9-12), de Médecins du monde, d'Oxfam (Nations Unies 22 août 2002; Médecins du monde s.d.a; RFI 16 juin 2002) et de Save the Children (*ibid.*; Nations Unies 22 août 2002; Save the Children 2003, 7; Kibembi 24 oct. 2003).

À titre indicatif, Save the Children œuvre tant à Kinshasa que dans les provinces du Nord-Kivu et du Sud-Kivu, du Kasai oriental et de l'Ituri pour la démobilisation et la réintégration des enfants-soldats (Save the Children août 2003, 1). Médecins du monde intervient principalement dans le domaine de la santé, mais apporte également un soutien socio-psychologique aux enfants vulnérables (Médecins du monde 9 juill. 2002). Cette organisation évalue à 1 500 le nombre d'enfants de la rue bénéficiaires de son intervention directe à Kinshasa (*ibid.*) et son action s'étend jusqu'à Kongolo, dans le nord du Katanga (RDC mars 2003). Le CICR, dont les activités portant sur les regroupements familiaux se déroulent dans toutes les provinces de la RDC, signale qu'il a réussi à réunir 730 enfants avec leurs proches depuis le début de 2003 (26 sept. 2003).

Amigo Ngonde Funsu, président de l'ASADHO, et Dolly Ibefo, vice-président de La Voix des sans voix (VSV), tous deux de Kinshasa, ont signalé qu'à l'échelon local, il existe à Kinshasa comme ailleurs au pays des centaines d'organisations qui interviennent en faveur des enfants défavorisés, mais que leur efficacité laisse à désirer, faute de moyens financiers (Funsu 3 oct. 2003; Ibefo 2 oct. 2003). Pascal Kabungulu Kibembi en inventorie plus de 11 dans la seule ville de Bukavu dont, entre autres, Amis de Jésus, le Centre de récupération des enfants de la rue (CRER) et la Fondation Terre des hommes (Kibembi 24 oct. 2003). Selon lui, « [l]eurs interventions consistent surtout dans la prise en charge sociale, psychologique, médicale, juridique [et] professionnelle » des enfants vulnérables (*ibid.*).

Cependant, devant l'immensité des besoins des enfants congolais, certains observateurs locaux jugent insuffisantes les interventions des organisations non gouvernementales (ONG) internationales (Ibefo 2 oct. 2003; Funsu 3 oct. 2003). Dans un rapport de 2001, le Comité des droits de l'enfant signale qu'il

prend acte de la collaboration entre l'État partie et certaines ONG, mais il reste préoccupé par le fait que la coopération avec d'autres ONG œuvrant en faveur des droits de l'enfant est insuffisante. Le Comité est vivement préoccupé, en particulier par le nombre élevé d'agents d'ONG qui auraient été arrêtés et détenus,

et par les restrictions dont l'enregistrement et les activités des ONG font l'objet (9 juill. 2001, paragr. 16).

Décrivant les structures locales existantes, Médecins du monde faisait remarquer qu'elles fonctionnent avec « des moyens très restreints [et qu'elles] sont parfois vouées à la fermeture » (s.d.b). Pour souligner également le manque de ressources des organisations locales, Amnesty International évoque, sans les nommer, le cas de trois ONG locales qui accueillent les anciens enfants-soldats et facilitent leur retour progressif à la vie civile mais dont les activités sont compromises en raison d'un manque de financement (AI 9 sept. 2003, sect. 3.5.3). Pour mieux répondre aux besoins des enfants défavorisés en RDC, Médecins du monde et d'autres ONG internationales ont décidé d'effectuer une meilleure coordination de leurs activités dans le but de mieux partager les ressources et les connaissances (Médecins du monde s.d.a; RFI 16 juin 2002).

## **6. PERSPECTIVES D'AVENIR**

Depuis le 30 juin 2003, date de la formation d'un gouvernement national de transition, la RDC vit une période de transition censée déboucher, au bout de deux ans, à des élections démocratiques (*Le Figaro* 18 juill. 2003; Nations Unies 1<sup>er</sup> juill. 2003; *Jeune Afrique/L'Intelligent* 6-12 juill. 2003, 62). Cette date marque aussi la fin officielle d'une guerre meurtrière qui a débuté en août 1998 (*ibid.*, 63). Toutefois, après une tournée récente dans la région des Grands Lacs africains, Irène Khan, secrétaire générale d'Amnesty International, estimait, de son côté, que la mise en place d'un gouvernement de transition à Kinshasa n'avait eu aucun effet sur la situation dans l'est du pays (Nations Unies 21 oct. 2003). Elle ajoutait, en outre, que dans cette région du pays, le recrutement des enfants comme soldats n'avait qu'empiré (*ibid.*). Selon un document d'Amnesty International, « pour de nombreux Congolais, la paix demeure un rêve lointain », car « [m]assacres, mutilations et viols sont toujours d'actualité dans les régions de l'Ituri et du Kivu, situées dans l'est du pays » (sept. 2003).

Un article publié le 11 novembre 2003, soit plus de quatre mois après la mise en place du gouvernement de transition et de la fin de la guerre, signale que les femmes et les enfants continuent à subir de graves violations des droits de la personne dans ce pays (Nations Unies 11 nov. 2003). L'article ajoute que les enfants font toujours l'objet de recrutement au sein des forces combattantes (*ibid.*).

Comme il a été mentionné précédemment, selon certains observateurs, des causes socio-économiques diverses sous-tendent la situation difficile dans laquelle se trouvent de nombreux enfants en RDC (Watchlist juin 2003, 11; Médecins du monde 20 nov. 2002; BBC 17 janv. 2003; Save the Children août 2003, 3). En outre, les interventions effectuées par l'État ou les ONG en faveur des enfants seraient largement insuffisantes (Ibefe 2 oct. 2003; Funsu 3 oct. 2003). Dans l'avenir, il serait non seulement intéressant d'évaluer l'incidence réelle de la fin de la guerre sur la situation des enfants en RDC, mais également de vérifier si les autorités gouvernementales et d'autres intervenants auront pris des mesures supplémentaires en faveur des enfants.

## À PROPOS DE CERTAINES SOURCES

### **Bureau international catholique de l'enfance (BICE)**

Créé en 1948 et établi à Genève, le Bureau international catholique de l'enfance (BICE) a pour mission « la défense de l'enfant exploité sexuellement et par le travail, de l'enfant dans la rue, la prison ou la guerre et de l'enfant handicapé » (BICE s.d.a). La délégation du BICE en RDC a pour mandat la « défense et promotion des droits des enfants privés de liberté et des enfants détenus avec leur mère ainsi que des enfants "dits sorciers" » (*ibid.* s.d.b). Étant actuellement active uniquement à Kinshasa, le BICE compte étendre « prochainement » ses activités à Kananga et Mbuji-Mayi (*ibid.*).

### **Bureau international des droits des enfants (BIDE)**

Le Bureau international des droits des enfants (BIDE) de Montréal est « une organisation internationale non gouvernementale créé en 1994 pour voir au respect des droits des enfants, identifier et mettre en lumière les causes premières des violations des droits de l'enfant et proposer des solutions pratiques par le biais de la recherche, de la sensibilisation et de la coopération internationale » (BIDE s.d.). Pour plus d'information sur le BIDE, veuillez consulter son site Internet à l'adresse <[http://www.ibcr.org/PAGE\\_FR/index\\_fr.shtml](http://www.ibcr.org/PAGE_FR/index_fr.shtml)>.

### **Funsu, Amigo Ngonde**

Amigo Ngonde Funsu est diplômé en techniques policières et en criminologie de l'Université de Kinshasa (Funsu 3 oct. 2003). Membre fondateur de l'Association africaine de défense des droits de l'homme (ASADHO), anciennement AZADHO, il est actuellement le président de cette organisation (*ibid.*).

L'ASADHO est une organisation non gouvernementale de défense et de promotion des droits de la personne en RDC (ASADHO 2000). Fondée en 1991, elle publie, entres autres des rapports et des brochures sur les droits et libertés de la personne et apporte une assistance juridique et médicale aux prisonniers (*ibid.*). L'ASADHO est affiliée à la Commission internationale des juristes (CIJ), à l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) et à la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) (*ibid.*).

### **Ibefo, Dolly**

Dolly Ibefo est diplômé en sciences pédagogiques de l'Université de Kinshasa (Ibefo 2 oct. 2003). Membre depuis 11 ans de La Voix des sans-voix (VSV), organisation de défense des droits de la personne, il occupe le poste de vice-président depuis quatre ans (*ibid.*).

Basée à Kinshasa, la VSV est l'une des plus anciennes organisations de défense des droits la personne en RDC (Rosenblum 1994). Selon une source d'information, la VSV publie des rapports très bien documentés sur la situation des droits de la personne à Kinshasa (*ibid.*). Pour plus d'information sur la VSV et ses publications, veuillez consulter son site Internet à l'adresse <<http://www.congonline.com/vsv/index.html>>.

### **Kibembi, Pascal Kabungulu**

Pascal Kabungulu Kibembi est détenteur d'une licence en pédagogie appliquée de l'Institut supérieur pédagogique (ISP) de Bukavu (Kabungulu 24 oct. 2003). En plus d'être deuxième vice-président de la Ligue des droits de la personne dans la région des Grands Lacs, un réseau des associations et collectifs des droits de l'homme très actif au Burundi, au Rwanda et en RDC, il est secrétaire exécutif d'Héritiers de la justice (*ibid.*).

Héritiers de la justice est une organisation non gouvernementale de protection des droits de la personne et de la paix dont le siège social se trouve à Bukavu, capitale de la province du Sud Kivu (Héritiers de la justice s.d.). Les activités principales d'Héritiers de la justice comprennent la formation de dirigeants locaux, la diffusion d'information, la promotion de la paix et la sensibilisation à l'échelle locale, régionale et internationale (*ibid.*). Pour plus d'information sur Héritiers de la Justice, veuillez consulter son site Internet à l'adresse suivante : <http://www.heritiers.org>.

### **Muhimuzi, Élise Kindja**

Élise Kindja Muhimuzi est diplômée en économie appliquée et en gestion de l'Université catholique de Louvain-la-Neuve en Belgique et licenciée en pédagogie appliquée de l'Université de Kinshasa (Muhimuzi 15 oct. 2003). Elle a été d'abord professeur d'histoire à l'Institut pédagogique national (IPN), puis coordinatrice de l'ONG Collectif de diffusion, d'information et d'appui aux femmes avant de devenir secrétaire permanente du Comité national Femme et développement (CONAFED).

Selon le site Internet Societecivile.cd, le portail des organisations de société civile en RDC, « [l]e CONAFED est un réseau national [doté de l'approche Genre et] créé en 1997 à l'initiative du Conseil national des ONG de développement (CNONGD) [...]. La mission principale confiée au CONAFED est celle de promouvoir, par l'approche Genre, une société où l'homme et la femme sont liés entre eux et entretiennent des rapports où s'équilibrent leurs devoirs et leurs droits » (s.d.).

### **Watchlist on Children and Armed Conflict**

L'organisme Watchlist on Children and Armed Conflict, établi à New York, a pour mandat de diffuser de l'information en ce qui a trait à la sécurité des enfants qui se trouvent dans des conflits armés et au respect de leurs droits (Watchlist s.d.). Pour ce faire, l'organisme recueille des renseignements auprès d'ONG, d'agences des Nations Unies et d'experts en matière de droits de l'enfant afin de dresser des rapports qui brossent un tableau complet de la situation des enfants dans certaines régions du monde (*ibid.*). Pour plus d'information sur Watchlist, veuillez consulter son site Internet à l'adresse <http://www.watchlist.org/index.php>.

## RÉFÉRENCES

- African News Bulletin-Bulletin d'information africaine* (ANB-BIA). 1<sup>er</sup> novembre 2001. « Congo RDC : les "shégués" en colère ». <<http://www.peacelink.it/anb-bia/nr421/f05.html>> [Date de consultation : 24 oct. 2003]
- Agence France-Presse (AFP). 11 février 2003. Helen Vesperini. « L'Ituri, dans le nord-est de la RDCongo, regorge d'enfants-soldats ». (Courrier AFP)
- Agence de presse protestante [Lausanne]. 27 mai 2003. « Kinshasa : le drame des enfants de la rue accusés de sorcellerie ». <<http://www.protestinfo.ch/Articles.asp?Index=1888>> [Date de consultation : 24 oct. 2003]
- AlertNet. 29 août 2002. Katherine Arie. « Congo Deal Boosts Hope for Street Kids ». <<http://www.reliefweb.int/w/rwb.nsf/0/64558821eca6cef285256c2400643c2e?OpenDocument>> [Date de consultation : 21 oct. 2003]
- Amnesty International (AI). 9 septembre 2003. *République démocratique du Congo : enfants en guerre*. (Index AI : AFR 62/034/2003). Londres : Amnesty International. <<http://web.amnesty.org/library/index/fraAFR620342003?Open&of=fra-COD>> [Date de consultation : 9 sept. 2003]
- \_\_\_\_\_. Septembre 2003. « Les enfants et la guerre en Afrique ». <[http://www.amnesty.asso.fr/01\\_informer/12\\_actualite/src\\_rdc/enf\\_guerre\\_afrique\\_filAI.htm](http://www.amnesty.asso.fr/01_informer/12_actualite/src_rdc/enf_guerre_afrique_filAI.htm)> [Date de consultation : 10 nov. 2003]
- Association africaine de défense des droits de l'homme (ASADHO), Kinshasa. Mars 2003. N° 36. *Périodique des droits de l'homme*. « Rapport annuel-Numéro spécial ». <<http://www.fidh.org/afriq/rapport/2003/asadhof.pdf>> [Date de consultation : 18 juill. 2003]
- \_\_\_\_\_. 2000. *Rapport annuel 2000. République démocratique du Congo : une guerre, prétexte au pillage des ressources et aux violations des droits de l'homme*.
- Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation/Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (ACCORD/HCR). 28 novembre 2002. « Democratic Republic of Congo Country Report ». Présenté par Godfrey Byaruhanga, avec les commentaires de Ngonlardje Mbaidjol, lors de la 8<sup>e</sup> conférence d'information sur les pays d'origine européens, Vienne, 28 et 29 juin 2002. <<http://www.ecoi.net/pub/mv155/cod-cois2002-rep.pdf>> [Date de consultation : 23 oct. 2003]
- Banque mondiale. Mars 2002. *République démocratique du Congo : document intérimaire de stratégies de réduction de la pauvreté*. <[http://poverty.worldbank.org/files/Congo\\_PRSP\\_French.pdf](http://poverty.worldbank.org/files/Congo_PRSP_French.pdf)> [Date de consultation : 14 nov. 2003]

- BBC. 17 janvier 2003. «DR Congo's Unhappy Child "Witches" ». <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/2660757.stm> [Date de consultation : 25 sept. 2003]
- \_\_\_\_\_. 16 août 2001. «Children Riot in Kinshasa ». <http://news.bbc.co.uk/2/hi/africa/1494171.stm> [Date de consultation : 25 sept. 2003]
- Braeckman, Collette, journaliste au quotidien *Le Soir* et spécialiste de la région des Grands Lacs africains, Bruxelles. 29 septembre 2003. Entretien téléphonique.
- Bureau international catholique de l'enfance (BICE), Genève. 13 mars 2003. «Le 13 mars, à Paris, le BICE, Bureau international catholique de l'enfance a présenté à la presse *Enfants dits "sorciers"* ». [http://www.bice.org/fr/actu/coin\\_des\\_medias.php](http://www.bice.org/fr/actu/coin_des_medias.php) [Date de consultation : 24 oct. 2003]
- \_\_\_\_\_. 2003. *Rapport annuel BICE 2002 : Les droits de l'enfant menacés*. <http://www.bice.org/telechar/finances/300603-RA-BICE.FRANCE%202002.pdf> [Date de consultation : 22 oct. 2003]
- \_\_\_\_\_. 22 novembre 2002. *Projet : enfants dits « sorciers ». Atelier de réflexion d'appropriation de l'approche BICE pour la défense et la promotion des droits des enfants dits sorciers*. [http://www.bice.org/telechar/communiques/ATELIER%20EDS%20%20donnees%20pr esse%20-Mars%2003.doc](http://www.bice.org/telechar/communiques/ATELIER%20EDS%20%20donnees%20presse%20-Mars%2003.doc) [Date de consultation : 23 oct. 2003]
- \_\_\_\_\_. S.d.a. « Qui sommes-nous? ». <http://www.bice.org/fr/presentation/> [Date de consultation : 6 nov. 2003]
- \_\_\_\_\_. S.d.b. « Bienvenue au BICE - R.D. du Congo ». <http://www.bice.org/fr/presentation/bicenationaux/congo.php> [Date de consultation : 6 nov. 2003]
- Bureau international des droits des enfants (BIDE), Montréal. 20 mars 2003. «Country Profile: Democratic Republic of Congo (Formerly Zaïre) ». [http://www.ibcr.org/countries\\_done/Democratic\\_Republic\\_of\\_Congo.pdf](http://www.ibcr.org/countries_done/Democratic_Republic_of_Congo.pdf) [Date de consultation : 28 oct. 2003]
- \_\_\_\_\_. S.d. « Mission ». [http://www.ibcr.org/PAGE\\_FR/index\\_fr.shtml](http://www.ibcr.org/PAGE_FR/index_fr.shtml) [Date de consultation : 6 nov. 2003]
- Comité international de la Croix-Rouge (CICR). 26 septembre 2003. « République démocratique du Congo : plus de 80 enfants non accompagnés retrouvent leur famille ». <http://www.icrc.org/Web/fre/sitefre0.nsf/iwpList410/ADC42C658CF5C14AC1256DAD004A2AAB> [Date de consultation : 17 oct. 2003]
- Comité international de la Croix-Rouge en Belgique (CICR-Belgique). 2001. « Thématique: enfants soldats. ». [http://www.croixrouge.be/img/db/enfants\\_soldats.pdf](http://www.croixrouge.be/img/db/enfants_soldats.pdf)

[Date de consultation : 21 oct. 2003]

*Country Reports on Human Rights Practices for 2002*. 31 mars 2003. « Congo, Democratic Republic of the ». Département d'État des États-Unis. Washington, DC.  
<<http://www.state.gov/g/drl/rls/hrrpt/2002/18177.htm>> [Date de consultation : 21 oct. 2003]

*Le Figaro* [Paris]. 18 juill. 2003. « Les seigneurs de la guerre scellent leur réconciliation à Kinshasa ».  
<[http://www.africatime.com/rdc/nouvelle.asp?no\\_nouvelles=73892&no\\_categorie=>](http://www.africatime.com/rdc/nouvelle.asp?no_nouvelles=73892&no_categorie=>)  
[Date de consultation : 18 juill. 2003]

Funsu, Amigo Ngonde, président de l' Association africaine de défense des droits de l'homme (ASADHO), Kinshasa. 3 octobre 2003. Entretien téléphonique.

*The Guardian* [Londres]. 11 mai 2003. James Astill. « Congo Casts out its "Child Witches" ». <<http://www.guardian.co.uk/print/0,3858,4666138-102275,00.html>> [Date de consultation : 23 oct. 2003]

Héritiers de la justice. S.d. Page d'accueil. <<http://www.heritiers.org/francais/index.htm>> [Date de consultation : 6 nov. 2003]

Human Rights Watch (HRW), New York. Juillet 2003. Vol. 15, n° 11(A). *Ituri : "Couvert de sang". Violence ciblée sur certaines ethnies dans le Nord-Est de la RDC*.  
<<http://hrw.org/french/reports/2003/ituri0703/>> [Date de consultation : 18 juill. 2003]

\_\_\_\_\_. Juin 2002. *La République démocratique du Congo. La guerre dans la guerre : violence sexuelle contre les femmes et les filles dans l'est du Congo*.  
<<http://www.hrw.org/french/reports/drc2002>> [Date de consultation : 23 oct. 2003]

\_\_\_\_\_. 5 juin 2001. « Enfants soldats au Congo – une démobilisation immédiate est nécessaire. Lettre à M. Joseph Kabila, président de la République démocratique du Congo ».  
<<http://www.hrw.org/french/press/2001/kabilakids0605-fr.htm>> [Date de consultation : 21 oct. 2003]

Ibefo, Dolly, vice-président de la Voix des sans voix (VSV), Kinshasa. 2 octobre 2003. Entretien téléphonique.

*Info-Congo/Kinshasa* [Montréal]. Mai-juin 2000. N° 161. « Des droits toujours bafoués ».  
(emi@web.net)

Internews [Arcata, Calif.]. 29 avril 1993. « Two Films Address Children's Rights in the Congo ». <[http://www.internews.org/news/2003/20030429\\_congo.html](http://www.internews.org/news/2003/20030429_congo.html)> [Date de consultation : 22 oct. 2003]

*Jeune Afrique/L'Intelligent* [Paris]. 6-12 juillet 2003. N° 2217. Jean-Dominique Geslin. « RD Congo : transition, an 1 ».

Kibembi, Pascal Kabungulu, secrétaire exécutif d'Héritiers de la justice, Bukavu. 24 octobre 2003. Communication écrite envoyée à la Direction des recherches.

Médecins du monde, Paris. 20 novembre 2002. « Pose une pierre et aide à reconstruire les enfants cassés par la guerre : les enfants des rues à Kinshasa ». <http://www.medecinsdumonde.org/dossiers%20de%20presse/poseunepierre/puddp6.html> [Date de consultation : 6 oct. 2003]

\_\_\_\_\_. 9 juillet 2002. « Médecins du monde en République démocratique du Congo : Kinshasa-activités ». <http://www.medecinsdumonde.org/2missions/etranger/pays.cfm?code=73> [Date de consultation : 23 sept. 2003]

\_\_\_\_\_. S.d.a. « Enfants des rues-Kinshasa : Journée de l'enfant africain ». <http://www.medecinsdumonde.org/2missions/RDC/journee%20de%20l%27enfant%20africain.htm> [Date de consultation : 24 oct. 2003]

\_\_\_\_\_. S.d.b. « Enfants des rues-Kinshasa : accueil ». <http://www.medecinsdumonde.org/2missions/RDC/indexrdc.htm> [Date de consultation : 24 oct. 2003]

Muhimuzi, Élise Kindja, secrétaire permanente du Comité national Femme et développement (CONAFED), Kinshasa. 15 octobre 2003. Entretien téléphonique.

Nations Unies. 11 novembre 2003. Bureau de coordination des affaires humanitaires, Réseau d'information régional intégré (IRIN). « Great Lakes: Human Rights Situation Remains Bleak, UN Reports ». [http://www.irinnews.org/report.asp?ReportID=37788&SelectRegion=Great\\_Lakes&SelectCountry=DRC](http://www.irinnews.org/report.asp?ReportID=37788&SelectRegion=Great_Lakes&SelectCountry=DRC) [Date de consultation : 12 nov. 2003]

\_\_\_\_\_. 21 octobre 2003. Bureau de coordination des affaires humanitaires, Réseau d'information régional intégré (IRIN). « DRC-Rwanda: IRIN Interview with Amnesty International Secretary-General Irene Khan ». [http://www.irinnews.org/report.asp?ReportID=37335&SelectRegion=Great\\_Lakes&SelectCountry=DRC-RWANDA](http://www.irinnews.org/report.asp?ReportID=37335&SelectRegion=Great_Lakes&SelectCountry=DRC-RWANDA) [Date de consultation : 12 nov. 2003]

\_\_\_\_\_. 1<sup>er</sup> octobre 2003. Bureau de coordination des affaires humanitaires, Réseau d'information régional intégré (IRIN). « RDC : le gouvernement américain renforcera l'aide humanitaire ». <http://www.reliefweb.int/w/rwb.nsf/0/8717b4788c3d274949256db3000fcc7c?OpenDocument> [Date de consultation : 4 nov. 2003]

\_\_\_\_\_. 29 septembre 2003. Section de la cartographie. « Democratic Republic of the Congo ». <http://www.un.org/Depts/Cartographic/map/profile/drcongo.pdf> [Date de consultation : 22 oct. 2003]

- \_\_\_\_\_. 1<sup>er</sup> juillet 2003. Bureau de coordination des affaires humanitaires, Réseau d'information régional intégré (IRIN). « DRC: President Names Transitional Government ». <[http://www.irinnews.org/report.asp?ReportID=35097&SelectRegion=Great\\_Lakes&SelectCountry=DRC](http://www.irinnews.org/report.asp?ReportID=35097&SelectRegion=Great_Lakes&SelectCountry=DRC)> [Date de consultation : 7 juill. 2003]
- \_\_\_\_\_. 6 juin 2003. Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). « L'UNICEF condamne les violences commises en République démocratique du Congo contre les enfants et les femmes ». <<http://www.unicef.org/french/newsline/pr/2003/03pr45drc-fr.html>> [Date de consultation : 6 oct. 2003]
- \_\_\_\_\_. 21 février 2003. Conseil de sécurité. *Treizième rapport du Secrétaire général sur la Mission de l'Organisation des Nations Unies en République démocratique du Congo*. (S/2003/211) <<http://www.un.org/french/docs/sc/reports/2003/sgrap03.htm>> [Date de consultation : 10 nov. 2003]
- \_\_\_\_\_. 26 novembre 2002. Conseil de sécurité. *Rapport du Secrétaire général sur les enfants et les conflits armés*. (S/2002/1299) (Human Rights Internet) <<http://www.hri.ca/fortherecord2002/bilan2002/documentation/security/s-2002-1299.htm>> [Date de consultation : 4 nov. 2003]
- \_\_\_\_\_. 22 août 2002. Bureau de coordination des affaires humanitaires (BCAH). « RD Congo : bulletin hebdomadaire sur la situation humanitaire du 12 au 18 août 2002 ». <<http://www.reliefweb.int/w/rwb.nsf/s/D58E85D26F88584285256C1E006717B5>> [Date de consultation : 23 oct. 2003]
- \_\_\_\_\_. 9 juillet 2001. Comité des droits de l'enfant. *Examen des rapports présentés par les états parties en application de l'article 44 de la Convention. Observations finales du Comité des droits de l'enfant : République démocratique du Congo*. (Human Rights Internet) <<http://www.hri.ca/fortherecord2001/bilan2001/documentation/tbodies/crc-c-15-add153.htm>> [Date de consultation : 6 nov. 2003]
- \_\_\_\_\_. 28 mai 2001. Comité des droits de l'enfant. « La ministre congolaise des Affaires sociales assure que son pays est engagé dans la démobilisation des enfants soldats et leur réinsertion ». <<http://www.unhchr.ch/hurricane/hurricane.nsf/0/15C8783A24E16DDBC1256A5D0035639F?opendocument>> [Date de consultation : 24 oct. 2003]
- \_\_\_\_\_. 16 juin 2000. Représentant spécial du Secrétaire général pour les enfants et les conflits armés. Communiqué de presse. <<http://www.unhchr.ch/hurricane/hurricane.nsf/0/80B7B7CDA8AC3DA9802569030058744A?opendocument>> [Date de consultation : 4 nov. 2003]
- Organisation internationale du travail (OIT). 17 octobre 2003. « Liste des ratifications des conventions internationales du travail. République démocratique du Congo ». <<http://webfusion.ilo.org/public/db/standards/normes/appl/appl-byCtry.cfm?lang=FR&CTYCHOICE=0870>> [Date de consultation : 17 oct. 2003]

- \_\_\_\_\_. 21 juin 2001. « Sept ratifications pour la République démocratique du Congo ». <http://www.ilo.org/public/french/bureau/inf/pr/2001/22.htm> [Date de consultation : 27 oct. 2003]
- Panafrican News Agency (PANA) [Dakar]. 1<sup>er</sup> mars 2001. « DRC Has Over 800,000 Aids Orphans ». <http://allafrica.com/stories/200103010369.html> [Date de consultation : 23 oct. 2003]
- Radio France Internationale (RFI). 16 juin 2002. « Soutien de RFI au programme de Médecins du monde "Enfants des rues Kinshasa" au Congo ». [http://www.rfi.fr/fichiers/evenements/articles\\_evenements/enfants/enfants-rues.asp](http://www.rfi.fr/fichiers/evenements/articles_evenements/enfants/enfants-rues.asp) [Date de consultation : 24 oct. 2003]
- République démocratique du Congo (RDC). 4 avril 2003. Constitution de la transition. (Ethno-Net Africa) <http://www.ethnonet-africa.org/data/rdc/transi2003.htm> [Date de consultation : 25 sept. 2003]
- \_\_\_\_\_. Mars 2003. Ministère de la Santé. « Médecins du monde - France (MDM) ». <http://minisanterdc.cd/Partenaires/mdm.htm> [Date de consultation : 6 oct. 2003]
- Rosenblum, P. 1994. *The Status of Human Rights Organizations in the Sub-Saharan Africa*. International Human Rights Internship Program et Swedish NGO for Human Rights. <http://www1.umn.edu/humanrts/africa/e-report.pdf> [Date de consultation : 10 oct. 2003]
- Save the Children, Londres. 2003. *Going Home. Demobilising and Reintegrating Child Soldiers in the Democratic Republic of Congo*. <http://www.savethechildren.org.uk/scuk/jsp/resources/details.jsp?id=1439&group=resources&section=policy&subsection=details> [Date de consultation : 22 oct. 2003]
- \_\_\_\_\_. Août 2003. « Save the Children Emergency Update: Democratic Republic of Congo, August 2003 ». [http://www.savethechildren.org.uk/temp/scuk/cache/cmsattach/877\\_DRCAug03.pdf](http://www.savethechildren.org.uk/temp/scuk/cache/cmsattach/877_DRCAug03.pdf) [Date de consultation : 22 oct. 2003]
- Societecivile.cd. S.d. « Comité national Femme et développement (CONAFED) ». [http://www.societecivile.cd/module.php?mod=org\\_informations&op=view&user\\_name=CONAFED](http://www.societecivile.cd/module.php?mod=org_informations&op=view&user_name=CONAFED) [Date de consultation : 6 nov. 2003]
- Le Soir* [Bruxelles]. 10 septembre 2003. Colette Braeckman. « Congo : dans l'est du pays, les femmes sont violées, les enfants recrutés de force par les groupes armés. Le calvaire des femmes du Kivu ». <http://www.lesoir.be> [Date de consultation : 10 sept. 2003]

Tumwaka, Perpétue Madungu. 14 novembre 2002. Institut national de la statistique, Kinshasa.  
*La violence faite à l'enfant dit sorcier à Kinshasa*. <[http://www-aidelf.ined.fr/colloques/seance3/t\\_madungu.pdf](http://www-aidelf.ined.fr/colloques/seance3/t_madungu.pdf)> [Date de consultation : 21 oct. 2003]

La Voix des sans voix (VSV), Kinshasa. 15 août 2001. Floribert Chebeya Bahizire.  
 « Manifestation de violence contre les enfants de rue ».  
 <<http://www.congonline.com/vsv/communiques/2001/1508b.htm>> [Date de consultation : 23 sept. 2003]

Watchlist on Children and Armed Conflict (Watchlist), New York. Juin 2003. *Impact des conflits armés sur les enfants en République démocratique du Congo (RDC)*.  
 <[http://www.watchlist.org/reports/dr\\_congo.report.fr.pdf](http://www.watchlist.org/reports/dr_congo.report.fr.pdf)> [Date de consultation : 17 oct. 2003]

\_\_\_\_\_. S.d. « About the Watchlist ». <<http://www.watchlist.org/about/index.php>> [Date de consultation : 6 nov. 2003]